

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 30/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ComCom Lacs Montagnes Haut-Doubs (SIVOM)

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES LACS ET MONTAGNES DU HAUT-DOUBS
5 rue de la Caserne
25370 Les Hôpitaux-Vieux

Références : UID257090/SPR/MP/AR 2023 - 0630AM
Code AIOT : 0005902911

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2023 dans l'établissement ComCom Lacs Montagnes Haut-Doubs (SIVOM) implanté Lieu-dit la Fuvelle 25160 Labergement-Sainte-Marie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ComCom Lacs Montagnes Haut-Doubs (SIVOM)
- Lieu-dit la Fuvelle 25160 Labergement-Sainte-Marie
- Code AIOT : 0005902911
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Labergement-Sainte-Marie est exploitée par la collectivité CCLMHD

(Communauté de Communes des Lacs et Montagnes du Haut-Doubs). La CCLMHD opère directement le haut de quai et a confié la gestion opérationnelle en bas de quai (bennes) à PREVAL. Le personnel et le matériel appartiennent à la collectivité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- traçabilité des déchets
- rejets dans l'eau
- prévention et protection incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 43	/	Sans objet
2	Bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-45	/	Sans objet
3	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
6	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 35 et 38	/	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 19	/	Sans objet
9	Alerte et lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 20	/	Sans objet
10	Alerte et lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 21	/	Sans objet
12	Etanchéité des sols et rétentions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 12 et 29	/	1 observation
15	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 31	/	1 observation
5	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 32	/	Sans objet
7	Produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 10 & 11	/	Sans objet
11	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 15	/	Sans objet
13	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 17	/	Sans objet
14	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 42 & A I 7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déchetterie est bien tenue dans son ensemble. Les contrôles périodiques sont effectués bien que l'exploitant ne traite pas toujours les remarques issues de ces contrôles. A noter qu'au vu des quantités de déchets dangereux expédiés, l'exploitant doit déclarer ces expéditions à l'aide de l'outil GEREP, sujet qu'il n'avait pas identifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 43
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : - la date de l'expédition ; - le nom et l'adresse du destinataire ;

<ul style="list-style-type: none"> - la nature et la quantité de chaque déchet expédié - le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; - l'identité du transporteur ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation
<p>Constats : L'inspection a consulté le registre des déchets sortants pour les mois de janvier et février 2023. L'ensemble des informations exigées par l'article 43 de l'arrêté du 26 mars 2012 sont bien présentes et renseignées. En revanche, il convient de compléter le registre avec les informations exigées à l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets.</p> <p>Non-conformité n° 1 : le registre n'est pas conforme à l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a constaté que les tonnages indiqués dans la colonne « tonnage collecté » étaient toujours identiques aux tonnages indiqués dans la colonne « tonnage valorisé », y compris pour les déchets partant en élimination (code de traitement D). L'exploitant indique que les masses renseignées proviennent des pesées effectuées à l'arrivée sur les sites de traitement. La présence d'une 2^{de} colonne concernant les déchets collectés est liée à un ancien fonctionnement de PREVAL.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 01/06/2023 le registre mis à jour. Il a ajouté l'adresse de la déchetterie, la qualification du traitement final ainsi que le SIRET et l'adresse du transporteur. Cependant, les informations suivantes sont toujours manquantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - raison sociale et numéro SIRET de l'exploitant de la déchetterie ; - numéro SIRET du site de valorisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...]</p> <p>Toute personne qui émet, reçoit ou complète l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant trois ans pour les collecteurs et les transporteurs, et pendant cinq ans dans les autres cas.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que Trackdéchets est géré par PREVAL. L'inspection rappelle que le producteur du déchet est l'exploitant de la déchetterie, à savoir la Communauté de communes de lacs et montagnes du Haut Doubs. Cependant, la méthode de renseignement (PREVAL indiquant</p>

le sous-point de collecteur) permettant d'identifier la déchetterie où ont été « produits » les déchets, ce fonctionnement peut être toléré.
Les BSD antérieurs à Trackdéchets sont archivés dans les locaux de PREVAL. Ils n'étaient donc pas accessibles lors de la visite. De plus, Preval n'a pas pu préciser combien de temps ces BSD étaient archivés.
Demande de compléments n° 1 : L'exploitant confirmera la durée pendant laquelle les BSD sont archivés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Constats : Par sondage, l'inspection a consulté le BSD N° S061-E0420925 concernant des solvants non halogénés (20 01 13*) : le registre interne est cohérent avec les informations renseignées sur Trackdéchets à l'exception du code de traitement (R13 dans le registre, R12 dans le BSD). De plus, un traitement final R1 est prévu mais non encore renseigné et la case « rupture de traçabilité » est cochée.</p> <p>L'inspection a interrogé l'exploitant concernant le lot de 350 kg de Gros ElectroMénager Froid (GEMF) (20 01 23*) expédié le 2 janvier 2023 à destination de Demain Environnement à Lons Le Saunier. Aucun BSD n'a été émis, PREVAL répondant qu'il n'y a pas de BSD pour les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE). Par ailleurs, PREVAL a contractualisé avec l'Eco-organisme Ecosystem pour ce type de déchets.</p> <p>Concernant les DEEE, l'article R541-45 du code de l'environnement prescrit : « I.- Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. » Le dernier alinéa du I prévoit une exclusion notamment pour : « les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un</p>

<p>système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme. » Or, les DEEE sont envoyés à Demain Environnement.</p> <p>Non-conformité n° 2 : sauf à démontrer que le fonctionnement est couvert par l'exclusion, l'exploitant doit suivre ses expéditions de DEEE à l'aide de BSD renseignés dans Trackdechets.</p> <p>En réponse à une demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 26/05/2023 la convention liant l'éco-organisme Ecosystem à Preval. Il y est notamment indiqué " la conservation du BSD par l'opérateur de l'enlèvement ; en cas de contrôle réglementaire, l'Eco-organisme référent fournira la copie du BSD"</p> <p>Demande de compléments n° 2 : L'exploitant transmettra à l'inspection le BSD associé au lot de 350 kg de Gros ElectroMénager Froid (GEMF) (20 01 23*) expédié le 2 janvier 2023 à destination de Demain Environnement à Lons Le Saunier.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 31
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le plan mis à jour suite à l'inspection menée par la DREAL le 01/07/2016. Les principales remarques de l'inspection sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les regards, qui étaient différenciés des grilles sur le plan antérieur, ne le sont plus sur le dernier plan. Cette distinction à à refaire ; - les vannes apparaissent sur le plan de sécurité mais pas sur le plan des réseaux ; - une légende serait à ajouter.
Observations : Observation n° 1 : si l'ensemble des éléments apparaissent bien sur le plan des réseaux et/ou le plan de sécurité, ces plans gagneraient en lisibilité avec l'ajout d'une légende et la différenciation des grilles par rapport aux regards de visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 32
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (...), sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le séparateur d'hydrocarbures fait l'objet d'un entretien annuel par l'entreprise FCA (Franche Comté Assainissement). L'exploitant tient à jour une fiche de suivi du séparateur qui fait apparaître les opérations d'entretiens. L'inspection a consulté le BSD-20221017-AE82CDG81 BSD correspondant à l'enlèvement des boues issues de l'opération d'entretien. A noter qu'avec Trackdéchets, FCA ne peut établir qu'un seul BSD par tournée de collecte et non un BSD par site collecté. Il établit ainsi un BSD à son nom en tant que producteur de déchets pour l'ensemble des boues collectées sur une même tournée (par exemple dans le cas consulté : 9,3 tonnes sur la tournée du 19/10/2022). L'option « collecte de petites quantités de déchets » est cochée sur le BSD. Puis il établit une annexe manuelle à l'attention de chacun des sites collectés (qui fait apparaître 2,5 tonnes collectées sur le site de Labergement-Sainte-Marie).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 35 et 38
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Valeurs limites de rejets a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : - pH 5,5 à 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30 °C ; b)c) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration / dans le milieu naturel : - matières en suspension : 600 mg/l / 100 mg/l; - DCO : 2 000 mg/l / 300 mg/l; - DBO5 : 800 mg/l / 100 mg/l.

<p>d) Polluants spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - indice phénols : 0,3 mg/l ; - chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; - cyanures totaux : 0,1 mg/l ; - AOX : 5 mg/l ; - arsenic : 0,1 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) : 15 mg/l. <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Constats : L'inspection a consulté le rapport d'analyse n° AR-22-LK-234865-01 suite au prélèvement du 29/09/2022. Les résultats sont conformes sur tous les paramètres. Cependant la mesure AOX apparaît comme non accréditée en raison d'un dépassement de délai.</p> <p>Demande de compléments n°3 : L'exploitant se rapprochera de son laboratoire d'analyse pour justifier cet écart et veillera à l'avenir à ce que cela ne se reproduise pas.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 10 & 11
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation et état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Localisation des risques.</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (...)</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats : L'inspection a consulté le plan de sécurité. Celui-ci fait apparaître les zones à risques suivantes : stockage déchets dangereux, stockage huiles et stockage batteries. Suite à une demande effectuée pendant l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 26/05/2023 le plan mis à jour. Il a été enrichi des risques associés à chaque zone (inflammable).</p> <p>L'état des stocks a été présenté, il reprend les volumes maximums susceptibles de se trouver sur l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 19
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques élec
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : L'inspection a consulté le rapport Bureau Veritas n° 8152320/22.5.1.P du 09/05/2022. Celui-ci ne fait état d'aucune observation mais indique : <ul style="list-style-type: none">- la non accessibilité de certains points lumineux ;- l'absence de mise hors tension complète ;- la nécessité d'une analyse ATEX. Demande de compléments n° 4 : l'exploitant informera l'inspection des suites données pour permettre l'accessibilité à l'ensemble des points lumineux et la mise hors tension des équipements. Il informera également l'inspection concernant la nécessaire analyse ATEX indiquée en page 7 du rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Alerte et lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 20
Thème(s) : Risques accidentels, Syst. Détection et extinction automatique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : Le plan de sécurité précise les emplacements des extincteurs, détecteurs de fumée, boîtiers d'alerte. L'inspection a consulté le rapport Bureau Veritas n° 8152320/23.3.1.R du 06/05/2022. Ce rapport indique plusieurs anomalies récurrentes depuis janvier 2020. Non-conformité n° 3 : Plusieurs anomalies perdurent malgré un signalement annuel lors du contrôle effectué par Bureau Veritas. L'exploitant tiendra l'inspection informée de la remise en conformité des installations.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Alerte et lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 21
Thème(s) : Risques accidentels, Autres moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; (...) - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 (...). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances (...) L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. <p>(...) L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats : Le site n'est pas équipé de système d'alerte automatique des pompiers en cas d'incendie mais l'agent est équipé d'un téléphone. Le site est équipé d'extincteurs et de 2 robinets d'incendie armé (RIA).</p> <p>L'exploitant dispose de 3 cuves de réserve incendie pour un total de 120 m³. Un débit de fuite permet de connaître le niveau de la réserve. Cependant, en cas d'incendie les eaux d'extinction sont susceptibles de revenir dans les cuves. L'exploitant a indiqué que les pompiers avaient visité l'installation en mars 2023 et avait effectué des demandes.</p> <p>Demande de compléments n° 5 : L'exploitant tiendra l'inspection informée de la mise en œuvre des demandes effectuées par les pompiers.</p> <p>Demande de compléments n° 6 : Par ailleurs, le garage abrite plusieurs éléments combustibles et, s'il est équipé d'un détecteur de fumée, il n'est pas équipé d'un extincteur. Etant situé sous le local gardien, à proximité directe du stockage d'huile et en contre-bas du stockage de déchets dangereux, il convient d'équiper ce local d'un extincteur adapté au risque.</p> <p>Non-conformité n° 4 : lors de la visite terrain, il a été constaté que certains extincteurs et robinets d'incendie armé (RIA) n'étaient pas à jour de leur contrôle annuel.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Clôture de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 15
Thème(s) : Risques accidentels, Visite terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
Constats : Le site dispose d'une clôture en bon état. L'exploitant ne signale pas d'intrusions. Les horaires d'ouverture sont bien affichés à l'entrée du site. Le site est équipé d'accès suffisamment dimensionnés pour les véhicules de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Etanchéité des sols et rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 12 et 29
Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.
Constats : L'état général des sols est correct. Le local de stockage des déchets dangereux est disposé sur rétention. La cuve de récupération des huiles est une cuve à double paroi. Non-conformité n° 5 : A proximité du stockage d'huile, 2 bidons de produits corrosifs étaient stockés en dehors de toute rétention. Le site est équipé d'une vanne d'isolement. L'exploitant affirme que celle-ci est manipulée tous les ans lors du nettoyage du débourbeur. Cependant, cette manipulation n'est pas tracée. De plus, le responsable de la déchetterie n'a jamais effectué la manœuvre.
Non-conformité n° 6 : L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que la vanne d'isolement est en état de fonctionnement.
Observations : Observation n° 2 : il convient que le personnel du site soit en capacité de manipuler la vanne d'isolement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 17
Thème(s) : Risques accidentels, Visite terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont convenablement ventilés
Constats : Les locaux où sont stockés les déchets dangereux sont convenablement aérés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 42 & A I 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art 42 : Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant. Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion. Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Annexe I 7.2 : A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.
Constats : En réponse aux demandes de l'inspection, le responsable de la déchetterie indique : - que les produits dangereux sont réceptionnés dans une caisse située devant l'accueil et triée par ses soins, à l'exception des huiles, cartouches, DEEE et piles ; - qu'en cas de livraison d'une cuve de GPL, un certificat de dépollution est exigé, dans le cas contraire l'usager est réorienté vers une déchetterie professionnelle ; - que les déchets amiantés ne sont pas acceptés, l'usager est là aussi réorienté et qu'une documentation lui est fournie avec les personnes à contacter.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des déchets sous GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. Cette déclaration comprend : -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constats : Non-conformité n° 7 : Le site est soumis à autorisation et expédie plus de 2 tonnes de déchets dangereux par an, il est donc soumis à déclaration GEREP. Une déclaration devra être effectuée à partir de l'année 2023 (déclaration à faire avant le 31 mars 2024). Pour ce faire, l'exploitant doit ouvrir un compte CERBERE sur l'application "MonAIOT" (https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/) et préciser à l'inspection l'adresse courriel avec laquelle il a créé ce compte. Les droits lui seront alors accordés et il pourra initier sa déclaration en créant ses types d'activités (qui seront également validés par l'inspection). Il pourra ensuite effectuer sa déclaration.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet